

# **In Extenso**

CENTRE OUEST

**MARIE DURAND**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
102 RUE DE LA CHALOUERE  
49100 ANGERS

## ***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS***

Exercice clos le 31 décembre 2024

## MARIE DURAND

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

102 RUE DE LA CHALOUERE

49100 ANGERS

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres,

### *Opinion*

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MARIE DURAND relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### *Fondement de l'opinion*

---

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## ***Justification des appréciations***

---

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et le cas échéant sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## ***Vérifications spécifiques***

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## ***Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels***

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## ***Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels***

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le commissaire aux comptes

**IN EXTENSO CENTRE OUEST**

Grégoire GAILLARD

Signé par Grégoire Gaillard  
Le 28/05/2025

ID: tx\_wEQEn3yO987w

*Grégoire GAILLARD*

**Associé**

*Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe*

## BILAN

### Bilan Actif

RUBRIQUES	BRUT	Amort et Prov PROV	Net (N-1) 31/12/2024	Net (N-1) 31/12/2023
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	72 027	56 263	15 764	383
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>	<b>72 027</b>	<b>56 263</b>	<b>15 764</b>	<b>383</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains	261 348		261 348	261 348
Constructions	5 933 904	2 935 647	2 998 257	3 251 332
Installations techniques, matériel et outillage industriel	647 220	465 819	181 401	163 650
Autres immobilisations corporelles	2 995 378	2 083 859	911 518	1 106 531
Immobilisations en cours	20 128		20 128	303
Avances et acomptes				
<b>TOTAL Immobilisations corporelles :</b>	<b>9 857 977</b>	<b>5 485 326</b>	<b>4 372 652</b>	<b>4 783 164</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	271 877		271 877	238 084
<b>TOTAL immobilisations financières :</b>	<b>271 877</b>		<b>271 877</b>	<b>238 084</b>
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>	<b>10 201 882</b>	<b>5 541 588</b>	<b>4 660 294</b>	<b>5 021 631</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
<b>CRÉANCES</b>				
Avances, acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	49 909		49 909	1 228 454
Autres créances	146 683		146 683	158 967
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>TOTAL créances :</b>	<b>196 593</b>		<b>196 593</b>	<b>1 387 421</b>
<b>DISPONIBILITÉS ET DIVERS</b>				
Valeurs mobilières de placement	1 000 000		1 000 000	1 000 000
Disponibilités	3 825 858		3 825 858	2 004 143
Charges constatées d'avance	48 452		48 452	63 205
<b>TOTAL disponibilités et divers :</b>	<b>4 874 310</b>		<b>4 874 310</b>	<b>3 067 348</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>5 070 902</b>		<b>5 070 902</b>	<b>4 454 768</b>
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>15 272 784</b>	<b>5 541 588</b>	<b>9 731 196</b>	<b>9 476 400</b>

## Bilan Passif

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2024	Net (N) 31/12/2023
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds associatif sans droit de reprise</b>	<b>239 651</b>	<b>239 651</b>
(dont leg et dons avec contrepartie d'actifs immo,subv invest affectés à des biens renouvelables)	128 418	128 418
Ecarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
<b>Réserves</b>		
Excédents affectés à l'investissement	982 852	982 852
Réserves de compensation	636 112	636 112
Réserve de trésorerie	511 406	511 406
Autres réserves	379 452	379 452
	<b>2 509 823</b>	<b>2 509 823</b>
<b>Elément en instance d'affectation</b>	- 257 480	- 495 303
<b>Résultat de l'exercice</b>	295 814	237 823
<b>TOTAL situation nette :</b>	<b>2 548 157</b>	<b>2 252 343</b>
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	69 119	75 313
Provisions règlementées	581 504	513 183
<b>TOTAL I</b>	<b>3 438 430</b>	<b>3 080 489</b>
Provisions pour risques	613 969	526 531
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES TOTAL II</b>	<b>613 969</b>	<b>526 531</b>
Fonds dédiés	323 771	267 997
<b>FONDS DEDIES TOTAL III</b>	<b>323 771</b>	<b>267 997</b>
<b>DETTES FINANCIÈRES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 862 257	3 130 802
<b>TOTAL dettes financières :</b>	<b>2 862 257</b>	<b>3 130 802</b>
<b>AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS</b>		
<b>DETTES DIVERSES</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	273 392	388 486
Dettes fiscales et sociales	1 599 575	1 518 269
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	34 171	46 494
Autres dettes	585 266	517 330
<b>TOTAL dettes diverses :</b>	<b>2 492 404</b>	<b>2 470 579</b>
<b>PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCES</b>	364	-
<b>DETTES TOTAL IV</b>	<b>5 355 025</b>	<b>5 601 382</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>9 731 196</b>	<b>9 476 399</b>

## Compte de Résultat (Première Partie)

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2024	Net (N) 31/12/2023
Ventes de marchandises		
Production vendue de services	74 216	105 248
Produits de tiers financeurs	15 448 221	14 971 886
<b>Chiffres d'affaires nets</b>	<b>15 522 437</b>	<b>15 077 133</b>
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	88 089	41 477
Autres produits	22 632	37 304
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>15 633 158</b>	<b>15 155 915</b>
<b>CHARGES EXTERNES</b>		
Achats de marchandises [et droits de douane]		
Variation de stock de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnement	370 162	374 360
Variation de stock [matières premières et approvisionnement]		
Autres achats et charges externes	2 583 628	2 448 839
<b>TOTAL charges externes :</b>	<b>2 953 790</b>	<b>2 823 199</b>
<b>IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS</b>	872 586	870 421
<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>		
Salaires et traitements	7 641 951	7 385 379
Charges sociales et fiscales	3 009 450	2 866 464
<b>TOTAL charges de personnel, Impots et taxes :</b>	<b>11 523 987</b>	<b>11 122 265</b>
<b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	578 900	759 555
Dotations aux provisions sur immobilisations		
Dotations aux provisions sur actif circulant		
Dotations aux provisions pour risques et charges	87 438	5 021
Dotation fonds dédiés	55 774	
<b>TOTAL dotations d'exploitation :</b>	<b>722 112</b>	<b>764 576</b>
<b>AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION</b>	113 461	150 708
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>15 313 351</b>	<b>14 860 748</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>319 807</b>	<b>295 167</b>



## Compte de Résultat (Seconde Partie)

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2024	Net (N) 31/12/2023
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>319 807</b>	<b>295 167</b>
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>73 386</b>	<b>27 864</b>
Produits financiers de participation	73 386	27 864
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>	<b>58 495</b>	<b>63 420</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	58 495	63 420
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>14 891</b>	<b>- 35 557</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>	<b>334 698</b>	<b>259 610</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	29 583	-
Produits exceptionnels sur opérations en capital	6 944	15 594
Reprises sur provisions et transferts de charges	327	-
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	545	1 259
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 077	-
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	68 648	31 605
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>- 33 416</b>	<b>- 17 269</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	5 468	4 518
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>15 743 398</b>	<b>15 199 373</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>15 447 583</b>	<b>14 961 550</b>
<b>BÉNÉFICE OU PERTE</b>	<b>295 814</b>	<b>237 823</b>

## **ANNEXE**

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 9 667 907 Euros, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : 395 703 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

### **1 Présentation générale**

Activité de l'Association : l'Association Marie DURAND a pour objet la protection et la promotion des personnes, enfants, jeunes et adultes en difficultés.

Salariés : 241.18 ETP en 2024 soit 211 CDI inscrits au 31/12/2024.

Lieu d'exploitation de l'activité de l'Association :

- Etablissement Beauregard, 102 rue de la Chalouère à Angers (49100)
- Etablissement Le CAP, 12 rue des remparts à Baugé en Anjou (49150)
- Etablissement La Courte Echelle, 9 rue des Sablières à Beaupréau en Mauges (49600)

### **2 Faits caractéristiques**

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration du 22 Avril 2025.

**L'habilitation est de 244 places.**

### **3 Présentation des comptes**

Les documents dénommés « états financiers » comprennent :

- Le bilan,
- Le compte de résultat,
- L'annexe.

Leur présentation est faite de manière comparative ; en face des comptes de l'exercice sont donnés en rappel les comptes de l'exercice précédent.

## **4 Méthode générale**

### **4.1 Règles et méthodes comptables**

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et des dispositions particulières suivantes :

- > Du règlement ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- > Du règlement ANC n°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé non commerçantes ;
- > Du code de l'action social et des familles (CASF), pour des provisions règlementées constatées dans les établissements relevant de l'article L.312-1 du CASF.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,
- Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### **4.2 Immobilisations incorporelles et corporelles**

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

Les durées d'amortissements sont pour les constructions neuves :

Gros œuvre : 40 ans

Menuiseries extérieures, Electricité, Plomberie, Plâtrerie : 25 ans

Agencement intérieur (papiers peints, revêtement de sols) : 7 ans

Pour les autres immobilisations, les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue des biens.

Agencements des constructions :	1 à 10 ans
Matériels et outillages :	1 à 10 ans
Matériels de transport :	3 à 6 ans
Mobilier de bureau :	5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique :	3 à 10 ans

#### Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

#### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### **4.3 Provision réglementée**

Les provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé (compte 14861) et les provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif circulant (compte 14862) sont constituées en application des articles R. 314-81 et R. 314-95 du CASF.

### **4.4 Provision pour risques et charges**

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

### **4.5 Subventions d'investissement**

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

### **4.6 Engagements de départ à la retraite :**

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 62 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),

L'estimation des indemnités de départ à la retraite au 31 décembre 2023 s'élevait à un montant de 488 171 €, au 31/12/2024 la nouvelle estimation est de 575 609 €, soit une dotation de provision de 87 438 €.

Pour le calcul de cette estimation a été retenu :

- La table de mortalité est INSEE 2016-2018.
- Le taux d'actualisation de 3,77 % (taux iBoxx).
- L'âge de départ à la retraite de 64 ans.
- Le taux de charges sociales de 56% pour les cadres et 50% pour les non cadres.
- La progression des salaires de 1% constant.
- Le taux de rotation est moyen faible pour les Cadres et moyen pour les non Cadres

#### **4.7 Fonds dédiés et reportés**

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

#### **4.2 Contributions volontaires en nature**

Le bénévolat au titre des activités de l'exercice n'a pas été évalué. Il est jugé non significatif et se limite à l'action des administrateurs bénévoles pour les réunions des différentes instances.

L'association ne bénéficie d'aucune mise à disposition gratuite de biens ou matériel.

#### **4.3 Régime fiscal**

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

## 5 Tableau des immobilisations

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Logiciels	63 739	16 578	8 290	72 027
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	261 348			261 348
Constructions	5 933 904			5 933 904
Matériel et mobilier	406 702	40 471		447 173
Matériel et outillage	153 516	46 531		200 047
Installation et agencement	1 873 478	52 606	2 043	1 924 042
Matériel de transport	834 970		17 909	817 060
Matériel de bureau	245 440	8 835		254 275
Immobilisations en cours	303	19 825		20 128
<b>Immobilisations financières</b>	238 084	33 793		271 877
<b>Total</b>	<b>10 011 484</b>	<b>218 639</b>	<b>28 242</b>	<b>10 201 882</b>

## Tableau des amortissements

Situations et mouvements	D	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Logiciels	63 356	1 196	8 289	56 263
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions	2 682 572	253 076		2 935 647
Matériel et mobilier	293 445	48 109		341 554
Matériel et outillage	103 123	21 142		124 265
Installation et agencement	1 166 169	101 503	966	1 266 706
Matériel de transport	531 759	107 451	17 910	621 301
Matériel de bureau	149 429	46 423		195 852
<b>Immobilisations financières</b>				
<b>Total</b>	<b>4 989 853</b>	<b>578 901</b>	<b>27 165</b>	<b>5 541 588</b>

## 6 Tableau des provisions

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provision indemnités de départ à la retraite (1)	488 171	87 438		575 609
Provision Charges financières	25 550			25 550
Provision pour litige	12 810			12 810
<b>Total</b>	<b>526 531</b>	<b>87 438</b>		<b>613 969</b>

(1) Dont provision non reprise aux comptes administratifs : 369 274

## 7 Tableaux de suivi des fonds dédiés

### Subventions de fonctionnement affectées

Ressources	Situations	Montant initial (2)	Fonds à dégager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (6894)	Fonds restant à engager en fin d'exercice D=A-B+C
			A	B	C	
Budget parentalité						
Crédits liés à la Stratégie Nationale de Prévention et Protection de l'Enfance (SNPPE).		95 000				95 000
Produits de tarification 2023						
Changement de prestataire restauration externalisée 2023 reporté en 2024		13 333				13 333
Augmentation de la valeur du point reportée		51 309			55 774	107 083
Indemnité Laforcade trop versée		108 355				108 355
Total		267 997			55 774	323 771



## 8 Etat des créances et des dettes

	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créance de l'actif immobilisé	271 877		271 877
Créances clients	49 909	49 909	
Autres divers :			
- Formation à recevoir	30 179	30 179	
- IJSS à recevoir	82 380	82 380	
- Fournisseurs débiteurs	31 171	31 171	
- Acompte s/ immobilisations		-	
Charges constatées d'avance	48 452	48 452	
Produit à recevoir	2 954	2 954	
<b>Total</b>	<b>516 922</b>	<b>245 044</b>	<b>271 877</b>
(1) prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances		
		à moins d'un an	à plus d'un an	à plus 5 ans
Emprunts (2) et dettes auprès des Établissements de crédit dont :				
- à 2 ans maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine	2 862 257	268 262	978 333	1 615 662
Dettes fourn. Et cptes rattachés	267 089	267 089		
Personnels et comptes rattachés	636 967	636 967		
Dettes sociales	703 404	703 404		
Dettes fiscales	259 204	259 204		
Dettes/immos et cptes rattachés	34 171	34 171		
Autres dettes	7 028	7 028		
Avance s/ créances clients	578 238	578 238		
Produits constatés d'avance	364	364		
<b>Total</b>	<b>5 348 723</b>	<b>2 754 728</b>	<b>978 333</b>	<b>1 615 662</b>
(2) Emprunts souscrits en cours				
Emprunts remboursés en cours d'exercice.	267 631			

## 9 Tableau de suivi des fonds Etablissement

Tableau de variation des fonds associatif de gestion libre

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D=A+B-C
Report à nouveau	94 688	1 545		96 232
<u>Résultat comptable de l'exercice</u>	<u>1 545</u>	<u>1 636</u>	<u>1545</u>	<u>1 636</u>
<b>TOTAL</b>	<b>96 233</b>	<b>3 181</b>	<b>1 545</b>	<b>97 869</b>

Tableau de suivi des fonds Etablissement

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D=A+B-C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Première situation nette établie	11 232			11 232
Apport gestion libre droit de repr	100 000			100 000
Autre RAN - Subv d'investissement	128 418			128 418
	239 651	-	-	239 651
Autres réserves				
Excédents aff couverture BFR	511 406			511 406
Excédents aff à l'investissements	982 852			982 852
Réserve de compensation déficits	636 112			636 112
Réserve de comp chges ats	379 452			379 452
	2 509 823			2 509 823
Eléments en instance d'affectation				
Autres RAN - Construction	151 374		25 778	151 374
Dépenses pour Congés payés	-631 780		31 152	-662 931
IDR R/an Charges rejetées	-243 740	532		-243 208
Résul./Contrôle Tiers Fin	129 155	266 897		396 052
RAN aff mesures d'expl.	5 000			5 000
	-589 991	267 429	31 152	-353 713
Résultat comptable de l'exercice	236 278	302 117	236 278	302 117
<b>- Total situation nette</b>	<b>2 395 624</b>	<b>569 546</b>	<b>267 294</b>	<b>2 697 877</b>
Subvention invest. sur biens non renouvelables				
Subvention Point du jour	16 071		1 285	14 786
Subvention Bosquet	18 600		1 200	17 400
Subvention Cedre	19 354		1 161	18 193
Subvention CV/TLS	13 962		2 701	13 962
Subvention HV	4 624	154		4 778
	75 313	154	6 347	69 119
-				
Provision règlementée				
Amortissement dérogatoire	630	2 366		2 997
Réserve plus-value nette d'actif	382 718		327	382 391
Réserve plus-value actifs circulants	129 835	66 281		196 116
	<b>513 183</b>	<b>68 647</b>	<b>327</b>	<b>581 504</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 984 120</b>	<b>638 347</b>	<b>273 968</b>	<b>3 348 500</b>

## 10 Du résultat comptable au résultat budgétaire

Gestion libre

	N° Compte	Compte	Proposé
Résultat comptable de l'exercice classe 6 - classe 7 à affecter	120 ou 129	Excédent ou Déficit	1 636

Etablissement

	N° Compte	Compte	Proposé
Résultat comptable de l'exercice classe 6 - classe 7	120 ou 129	Excédent ou Déficit	300 480
Reprise des résultats des exercices antérieurs	11510 ou 110	Report à nouveau (solde créditeur) Effort construction 2024- 2023-2022-2021	-120 503
	1151 ou 111	Report à nouveau (solde créditeur ou débitteur)	
	115912	Report à nouveau (solde débiteur)	
Reprise sur la réserve de compensation des déficits	10686	Compensation des déficits d'exploitation	
Reprise sur les excédents affectés à la compensation des charges d'amortissement	10687	Compensation des charges d'amortissement 2024-2023	11 166
Mouvements débiteurs ou créditeurs ( - ou + ) de l'exercice comptes 116: dépenses non-opposables aux tiers financeurs	1161	Amortissements comptables excédentaires différés	
	115 922	Dépenses pour congés payés	+18 123
	115 912	Dépenses IDR - provisions méthode préférentielle	+87 438
	115 912	Dépenses IDR - provision méthode retenue	- 11 461
RESULTAT A AFFECTER soit $F = A - (B + C + D + E)$	Résultat administratif ou corrigé		248 997

## 11 Produits à recevoir

Formation à recevoir	30 178 €
CPAM IJSS	70 154 €
Prévoyance IJSS :	12 226 €
Produits à recevoir	2 954 €
Fournisseurs débiteurs :	30 033 €
	<hr/>
	145 545 €

## 12 Charges constatées d'avance

- Charges d'exploitation courante : 48 451 €

## 13 Produits constatés d'avance

- Produits d'exploitation courante : 364 €

## 14 Détails des dettes fiscales et sociales

### a) Personnels et comptes rattachés

Rémunérations dues	89 774
Acomptes	
Personnel dettes opposition	832
Comité d'établissement	14 538

Total 105 144

### b) Organismes sociaux

Urssaf/ Assedic	317 727
Caisse de retraite	92 789
Caisse de prévoyance	59 655
Médecine du travail	4 898
Mutuelle	14 009

Total 489 078

### c) Taxes dues sur les rémunérations

Taxe sur les salaires	58 602
Formation professionnelle	76 464
Taxe Handicapé	24 252
Effort construction	33 794

Total 193 112

### d/ Dettes concernant les congés payés

Dettes congés à payer	429 872
Provision charges sociales sur dettes congés à payer	167 351
Provision charges fiscales sur dettes congés à payer	51 585
Autres provisions	101 951
Charges sociales sur autres provisions	50 975

Total 797 734

### e) Etat, impôt à payer

Impôt à payer	14 507
---------------	--------

**TOTAL** **1 599 575**

## **15 Information concernant les contributions volontaires en nature (bénévolats, mises à disposition,)**

Néant.

## **16 Honoraire du commissaire aux comptes**

Les honoraires du commissaire aux comptes portés au compte de résultat de l'exercice ont été de 12 540 €.

## **17 Concours publics et des subventions**

La dotation globale reçue par l'Association Marie DURAND est versée par le Département du Maine et Loire.

## **18 Engagement hors bilan**

### **18.1 Emprunts auprès des organismes bancaires**

Au 31 décembre 2024, l'engagement s'élève à la somme de 3 130 735 € se décomposant comme suit :

- Capital restant dû : 2 851 887 €
- Intérêts restants dus : 278 848 €

Le Département du Maine et Loire ainsi que la commune d'Angers sont garants chacun à hauteur de 50% des emprunts souscrits auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation pour nos travaux de construction ou de réhabilitation et d'agrandissement de nos sites situés sur la commune d'Angers.

Le montant des capitaux restants dus est de 638 775 €, les intérêts restants de 69 414 €.

Le département de Maine et Loire ainsi que la société de crédit sont garants chacun à hauteur de 50 % de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation pour nos travaux de réhabilitation de notre site situé sur la commune de Saint Sylvain d'Anjou ainsi que l'emprunt souscrit auprès du Crédit Mutuel pour le financement des travaux d'agrandissement de la maison du Breuil.

Le montant des capitaux restants dus est de 259 584 €, les intérêts restants de 31 027€.

Le Département du Maine et Loire ainsi que la commune de Baugé en Anjou sont garants chacun à hauteur de 50% des emprunts souscrits auprès du Crédit Mutuel pour L'acquisition de notre nouvel établissement situé à Baugé en Anjou.

Le montant des capitaux restants dus est de 860 828 €, les intérêts restants de 50 249 €

Le Département du Maine et Loire ainsi que la commune de Beaupréau en Mauges sont garants chacun à hauteur de 50% des emprunts souscrits auprès du Crédit Mutuel pour L'acquisition d'établissement La Courte Echelle.

Le montant des capitaux restants dus est 1 088 950 €, les intérêts restants de 128 151€

Le montant des capitaux non garantis est de 3 750 €.

## 19 Tableau d'évolution des effectifs moyens

	2024	2023	Var 2023-2022
Educatif (apprenti, éducateur scolaire)	145.51	150.38	4.87
Famille d'accueil	0.43	0	-0.43
Maitresse de maison	12.47	11.93	-0.54
Surveillant de nuit	42.15	40.70	-1.45
Services techniques	3.65	4.00	+0.35
Siège	34.17	34.17	0
<b>TOTAL</b>	<b>238.39</b>	<b>241.18</b>	<b>2.79</b>



## **20 Rémunération des cadres dirigeants**

Suivant L313-25 al 1 du CASF, les administrateurs et les cadres dirigeants salariés au sens de l'article L. 212-15-1 du code du travail d'une personne morale de droit privé à but non lucratif gérant un établissement social et médico-social, les directeurs des établissements sociaux et médico-sociaux relevant de l'article L. 312-1 doivent déclarer les conventions passées directement ou par personne interposée avec la personne morale dans les cas prévus aux deux premiers alinéas de l'article L. 612-5 du code de commerce et dans les conditions fixées par ce même article.

L'obligation de publier dans le compte financier les rémunérations des cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature de l'association reviendrait dans le cas présent à communiquer une information à caractère personnelle et individuelle. Cette information n'est donc pas donnée.

Les dirigeants bénévoles ne sont pas rémunérés.